



Accueil / Vos services / Démarches administratives

DÉMARCHES ADMINISTRATIVES

COPIE D'ACTE DE NAISSANCE

Mairie du lieu de naissance.

Simple demande par courrier ou par internet (www.service-public.fr).

Pour les personnes françaises nées à l'étranger la demande se fait au : Service central d'état civil du ministère des affaires étrangères (11 rue de la Maison Blanche – 44941 Nantes cedex 09).

EXTRAIT D'ACTE DE MARIAGE

Mairie du lieu de mariage.

Simple demande par courrier ou par internet (www.service-public.fr).

EXTRAIT D'ACTE DE DÉCÈS

Mairie du lieu de décès.

Simple demande par courrier ou par internet (www.service-public.fr).

CARTE D'IDENTITÉ ET PASSEPORT

Les demandes se font dans les mairies équipées du matériel biométrique.

Téléchargement : Où faire ses pièces d'identité

CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

Carte grise – Démarches administratives 2021 (Arnaque aux faux sites administratifs)

L'intégralité des demandes liées à la carte grise sont à effectuer sur internet sur le site officiel : <https://immatriculation.ants.gouv.fr/> et UNIQUEMENT sur ce site ! Les personnes préférant bénéficier d'un accompagnement peuvent s'adresser à un garagiste agréé par la préfecture : [Garage dans le 77](#)

ATTENTION ! Certains autres sites internet proposent aussi leur aide pour la réalisation de ces dernières. Ces sites trompeurs proposent de réaliser les démarches pour obtenir un certificat d'immatriculation en échange de frais « d'assistance en ligne », de « traitement du dossier » ou encore de « tâches administratives automatisées ». Or, sur le site officiel de l'ANTS, l'Agence nationale des titres sécurisés, les démarches sont gratuites. Informez vous sur ces dangers et sur le vrai prix de la carte grise [ici](#). En cas de perte de votre carte grise, les démarches sont légèrement différentes, [consultez le guide](#)

Le service public se dote d'un nouvel outil pour simuler le prix de votre carte grise en fonction de votre région. Que ce soit pour une voiture neuve ou d'occasion.

Consultez ces guides pratiques : [comment faire la carte grise d'une voiture ?](#) et [comment lire sa carte grise ?](#) avant de vous rendre sur <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R39696>

Permis de conduire

Les permis de construire peuvent être déposés en ligne

Depuis 2022, un usager peut déposer sa demande de permis de construire en ligne, à tout moment et où qu'il soit, dans une démarche simplifiée et sans frais : <https://www.service-public.fr/particuliers/actualites/A15417>

Le dépôt et l'instruction en ligne de toutes les demandes d'autorisation d'urbanisme répondent aux enjeux de simplification et de modernisation des services publics, à l'heure où une grande majorité de services sont accessibles en ligne. Il s'inscrit pleinement dans la démarche Action publique 2022, qui vise à améliorer la qualité des services publics et à moderniser l'action publique, tout en maîtrisant les dépenses et en optimisant les moyens. Ainsi les demandes de permis de construire guide sur [upenergie.com](https://www.upenergie.com) peuvent désormais être effectuées le soir, le week-end et les jours fériés, ce qui est bien plus confortable pour les usagers. La constitution du dossier est simplifiée : il suffit de scanner ou de télécharger les documents exigés.

- Démarches administratives relatives au stage de récupération de points : <https://www.legipermis.com/stage-recuperation-points/>
- Liste actualisée des stages de récupération de points agréés par la préfecture de Seine-et-Marne (77) : <https://www.legipermis.com/stages-points/seine-et-marne/>

- Site du permis de conduire de l'Etat (renouvellement, déclaration de perte, suivi de dossier) : <https://permisdeconduire.ants.gouv.fr/>

SORTIE DE TERRITOIRE

Ne plus passer en mairie, l'autorisation de sortie de territoire (AST) d'un mineur se fait sur internet et ce sont les parents qui signent (www.service-public.fr).

INSCRIPTION SUR LA LISTE ÉLECTORALE

A la mairie du domicile ou sur internet (www.service-public.fr).

Inscription toute l'année jusqu'à 6 semaines avant les élections.

- Pièce d'identité en cours de validité,
- Justificatif de domicile,
- Avoir 18 ans (l'INSEE inscrit les jeunes de 18 ans d'office, s'ils ont fait le recensement militaire auparavant).

DUPLICATA LIVRET DE FAMILLE

Mairie du domicile

Dans les cas suivants : divorce, séparation, perte, vol ou destruction du livret de famille.

- Justificatif de l'identité du demandeur qui doit être l'un des titulaires du livret,
- Justificatif de domicile,
- Les informations concernant les actes du livret à reconstituer.

Le retrait par un des titulaires du premier livret est effectué, sur présentation d'une pièce d'identité, auprès de la mairie du lieu du domicile du demandeur.

Téléchargement : Formulaire de demande

EXTRAIT DE CASIER JUDICIAIRE

RECENSEMENT CITOYEN

Mairie du domicile

Le recensement permet à l'administration :

- de convoquer le jeune pour qu'il effectue la journée défense et citoyenneté (JDC),
- et de l'inscrire d'office sur les listes électorales à ses 18 ans.

Le jeune doit obligatoirement se présenter en mairie muni de sa carte d'identité et d'un justificatif de domicile ainsi que du livret de famille. Possibilité d'être recensé jusqu'à 25 ans.

Cette attestation est obligatoire pour tout examen scolaire, permis de conduire, code, conduite accompagnée, pensez-y avant la période d'examen.

EN SAVOIR PLUS

PERMIS DE CONSTRUIRE OU DÉCLARATION DE TRAVAUX

Mairie du lieu des travaux

Service Urbanisme

CERTIFICAT DE SIGNATURE

Pour faire authentifier votre signature sur des papiers officiels (de successions, de vente, d'achat ou autre) vous devez vous présenter à n'importe quelle mairie avec votre pièce d'identité et signer devant l'agent d'état civil qui ensuite fera authentifier votre signature par le Maire.

MARIAGE

Mairie du domicile

Le dossier doit être complet IMPÉRATIVEMENT 1 mois avant la date.

Documents à télécharger:

Téléchargement : Fiche de renseignements

Téléchargement : Pièces à fournir

Téléchargement : Attestation sur l'honneur

Téléchargement : Liste des témoins

PACS

Mairie du domicile – prendre rendez-vous.

Documents à télécharger:

Téléchargement : Fiche de renseignement

Téléchargement : Convention

Téléchargement : Déclaration conjointe

Téléchargement : Pièces à fournir

DIVERS

– Si vous avez un chien de 1ère ou 2ème catégorie, il doit obligatoirement être déclaré en mairie. Pour cela : apportez le bulletin de vaccination du chien, votre pièce d'identité, un justificatif de domicile et une attestation comportementale.

– Si vous n'occupez pas votre logement vide de meuble au 1er janvier : Vous devez informer les impôts par courrier pour pouvoir être exonéré de la taxe d'habitation. Votre lettre doit être envoyée en recommandé avec avis de réception. Pensez à bien faire figurer dans votre courrier les références figurant sur votre avis d'imposition.

POINT D'ACCÈS AUX DROITS

Le Point d'Accès aux Droits, situé au 22 rue du Palais de Justice, à Coulommiers (Tél. 01 64 65 88 60) est ouvert aux administrés tous les jours ouvrables de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 18 h 00.

Ce service vous propose une écoute, une aide à la constitution de dossiers administratifs, une aide dans vos démarches juridiques.

RECONNAISSANCE CATASTROPHE NATURELLE

astrophes naturelles

Le lien prévention / indemnisation
de l'état de catastrophe naturelle

Un renforcement du lien entre la prévention et l'indemnisation.

Les Plans de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (P.P.R.), institués par la loi du 2 février 1995, permettent de préconiser des mesures qui portent sur l'urbanisme, la construction et la gestion des zones menacées.

L'Etat a décidé en 2000 un renforcement du lien entre l'indemnisation et la prévention, prévu par l'article 1er de la loi du 13 juillet 1992. Ces mesures de prévention et la cartographie des risques naturels passent par l'accélération de la mise en œuvre des P.P.R. sur les communes les plus exposées.

La garantie contre les catastrophes naturelles

La Constitution de 1958, consacre le principe de la solidarité et de l'égalité de tous les citoyens devant les charges qui résultent des calamités naturelles. Le dispositif institué par la loi du 13 juillet 1982 modifiée, a organisé la procédure d'indemnisation des dommages résultant de ces calamités, en offrant aux sinistrés une véritable garantie de protection contre les dommages matériels directs résultant de l'intensité anormale d'un agent naturel. Ce dispositif fait appel à la fois aux sociétés d'assurance et aux pouvoirs publics et repose sur une procédure dérogatoire du droit commun de l'assurance.

La procédure de reconnaissance

Dès la survenance d'un sinistre, les administrés doivent se manifester auprès du maire de leur commune, afin que la procédure de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle soit engagée. Parallèlement, il leur est conseillé de faire une déclaration de sinistre à leurs assureurs.

La procédure d'indemnisation

La reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle par arrêté interministériel peut ouvrir droit à la garantie des assureurs contre les catastrophes naturelles, si le lien de causalité entre les dommages constatés et le phénomène naturel est reconnu par l'assureur.

Les sinistrés disposent d'un délai de 10 jours maximum après publication de l'arrêté interministériel au Journal Officiel pour faire parvenir à leur compagnie d'assurance un état estimatif de leurs pertes, s'ils ne l'ont pas fait dès la survenance du sinistre.

Le champ d'application du régime

L'article 1er de la loi précitée dispose que :
« sont considérées comme les effets des catastrophes naturelles, les dommages matériels directs non assurables, ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour éviter ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises ».

Les événements garantis :
Sont couverts, les événements naturels non assurables tels que (liste non exhaustive) : les inondations et coulées de boue (résultant du débordement d'un cours d'eau ou de ruissellements ou liés à une remontée de nappe phréatique), les phénomènes liés à l'action de la mer, les séismes, les éruptions volcaniques, les mouvements de terrain, les mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la rhéofriction des sols, les avalanches et, dans les seuls départements d'outre-mer, les vents cycloniques à partir de 145 km/h en moyenne sur 10 minutes ou 215 km/h en rafales.

Les biens garantis :
Sont garantis les biens immeubles et meubles (y compris les véhicules terrestres à moteur) qui sont assurés contre les dommages incendie ou tous autres dommages, et qui appartiennent aux personnes physiques et aux personnes morales autres que l'Etat.

Événements exclus :
- l'action directe du vent, de la grêle, du poids de la neige sur les toitures (garantie T.G.N., annexée au contrat incendie) ;
- l'infiltration d'eau sous les éléments des toitures par effet du vent, sans dommage aux toitures elles-mêmes (garantie "dégâts des eaux") ;
- la foudre (garantie "incendie") ;
- les biens exclus par l'assureur, par autorisation du bureau central de tarification (article 5 de la loi du 13 juillet 1982) ;
- les biens non assurés ou généralement exclus des contrats d'assurance dommages (domains, plantations, algues, volants, dommages de genre civil...) ;
- les dommages indirectement liés à la catastrophe (contenu des congélateurs...) ou frais annexes (pertes de loyers, remboursement d'honoraires d'experts...).

La commission interministérielle

Rôle
La commission est chargée de se prononcer, non sur l'importance des dégâts, mais sur le caractère d'intensité anormale de l'agent naturel qui ressort des rapports techniques joints aux dossiers. Ainsi, les avis émis peuvent être favorables ou défavorables. Certaines demandes peuvent être ajournées dans l'attente d'information complémentaire. Sur la base des avis émis par la commission, les décisions des ministres concernés donnent lieu à la prise d'un arrêté interministériel portant constatation de l'état de catastrophe naturelle, qui détermine les zones et périodes où se sont produites les catastrophes, ainsi que la nature des événements à l'origine des dommages.

Composition
La commission est composée :
- de représentants des ministères signataires des arrêtés interministériels portant constatation de l'état de catastrophe naturelle ;
- du Ministère de l'Intérieur - Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises - qui préside cette commission ;
- du Ministère de l'Économie et des Finances ;
- de la Direction du Risque ;
- de la Direction du budget ;
- Lorsque les départements d'Outre-Mer sont concernés : Ministère des Outre-Mer ;
- de deux experts du Ministère de l'écologie et du développement durable qui sont sollicités pour avis consultatifs et techniques ;
- La Caisse Centrale de Réassurance assure le secrétariat de la commission.

La modération s'applique selon les modalités suivantes :
- 1ère et 2ème reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle pour un même phénomène : application de la franchise de base ;
- 3ème reconnaissance pour le même risque : doublement de la franchise ;
- 4ème reconnaissance pour le même risque : triplement de la franchise ;
- 5ème reconnaissance et suivantes, pour le même risque : quadruplement de la franchise.

La modération cessera de la prescription du P.P.R. pour le risque entraînant la modération et reprendra si ce P.P.R. n'est pas approuvé dans un délai de 4 ans.

Franchises applicables dans les communes sans P.P.R.

Franchise	Particulier	Entreprise
1ère reconnaissance	X2	750€ / 2250€
2ème reconnaissance	X3	1140€ / 3420€
3ème reconnaissance	X4	3040€ / 4560€
4ème reconnaissance	X2	3040€ / 6100€
5ème reconnaissance	X3	4560€ / 9150€
6ème reconnaissance	X4	6100€ / 12200€

Images illustrant les catastrophes naturelles :
coulées de boue, avalanches, cyclones, inondations, séismes, tempêtes, sécheresses.

Pour plus d'information, rendez-vous sur le site de la préfecture de Seine et Marne:

<https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Demarches/Toutes-les-demarches/ProcEDURE>

MAIRIE DE MAUPERTHUIS

14 bis rue du Parc
77120 MAUPERTHUIS
01.64.03.16.27

Nous contacter

